

serait tout d'abord porté à le croire, puisqu'il n'y a guère de pays au monde où, depuis un siècle, ce thème ait fourni matière à plus de discours ou d'écrits. Pourtant, si l'on prête l'oreille aux récriminations qui s'élèvent de toutes parts, aux revendications de tous les partis politiques qui s'y disputent le pouvoir, il est évident que la mise en pratique pure et simple de ce droit naturel à l'homme reste encore à l'état de problème, qu'elle semble même comporter un caractère incompatible au tempérament de la race. Que d'essais infructueux tentés depuis un siècle!

Lacordaire disait déjà, de son temps:

“ La France est un pays qui n'a pas compris une seule fois en trois cents ans ce que c'est que la liberté, pays où quelques-uns ont peur de la messe, tous de l'inégalité des rangs, et où ces deux idées forment la somme totale de la philosophie courante (1).”

Qu'aurait-il pensé s'il eût vécu à notre époque, s'il eût vu l'usage qu'ont fait de la liberté, du moins si l'on s'en tient à l'idée que semble se faire de ce mot le reste du monde, les célèbres hommes d'Etat qu'a produits la troisième République? L'histoire contemporaine n'offre pas d'exemples d'un peuple aussi administré que le peuple français. Le rouage bureaucratique d'il y a cinquante ans même était relativement anodin si on le compare à la centralisation absorbante et despotique de ces dernières années, qui supprime les volontés et l'initiative individuelle, et qui devient la plus formaliste, la plus compliquée, la plus intolérable et la plus coûteuse des machines administratives. Le pouvoir central entend contrôler tous les actes de la vie publique, jusqu'aux plus infimes. La vie locale, si vivace

---

(1) Le P. Lacordaire fait ici allusion à l'époque où l'Etat commença à absorber les attributions des autorités locales, c'est-à-dire aux règnes de Louis XIII et de Louis XIV, centralisation de pouvoirs continuée et aggravée sous tous les règnes subséquents pour aboutir aux excès de la troisième République. Antérieurement, la commune et la province géraient elles-mêmes leurs propres affaires.